

Diapo 1

Comme le titre l'annonce, au-delà de l'impact de cette guerre russo-ukrainienne, ce sont plus particulièrement les conséquences possibles de l'embargo décidé au début de l'été par l'UE sur les produits pétroliers russes que je vais tenter d'exposer. Nous nous engageons en effet dans un scénario inédit par rapport aux crises pétrolières passées où la diminution de l'offre était soit la conséquence d'un embargo décidé par un ou des pays producteurs (cas du 1^{er} choc pétrolier de 1973), soit la conséquence d'une diminution de la capacité de production d'un pays producteur touché par la guerre (Iran, Irak, Koweït, Libye...).

Dans le cas présent, nous sommes sur le point de nous priver d'une ressource restant potentiellement disponible, produite par une Russie dont les réserves prouvées la place seulement au 8^{ème} rang mondial, mais qui était 2^{ème} producteur en 2021 (10,2 Mbl/j – USA = 14 Mbl/j, Arabie = 9,8 Mbl/j), et de ce fait un fournisseur de poids de l'Union européenne couvrant en 2021 :

- Près de 30 % de ses importations de brut (125 Mt / 454 Mt)
- Et 34 % de ses importations en produits raffinés (100 Mt / 296 Mt), mais composés à 80 % de distillats (GO et Fioul) puisque le brut Oural offre un excellent rendement dans la production de ces produits. Or les distillats sont les produits très majoritairement consommés en Europe et notamment le GO. En France en 2021, le GO en incluant le GNR, pesait près de 80 % dans la demande en carburants routier. (78% sur les 7 1ers mois de 2022)

Donc une dépendance non négligeable vis-à-vis de la Russie, mais avec une grande dispersion de ce niveau de dépendance entre les Etats membres de l'UE.

Diapo 2

Petite situation en image des réserves prouvées de la Russie où nous voyons qu'elle se situe loin derrière le Vénézuéla, le Canada et les 5

premiers producteurs du Moyen Orient. Une image donc plutôt rassurante sur le long terme.

Diapo 3

Un problème pour la Russie, c'est que ses champs pétrolifères se concentrent dans le centre et le nord du pays, l'Oural et la Sibérie, avec des voies d'acheminement plutôt situés sur le Nord pour les exportations par voie maritime et à partir d'un réseau d'oléoducs pour la voie terrestre orienté vers l'ouest, partie la plus peuplée de la Russie et au-delà vers l'Europe, sans oublier les débouchés sur la Mer Noire. Mais les débouchés vers le sud et l'est où se situent ses nouveaux grands clients comme on le verra, bénéficient de peu d'infrastructure. C'est de la voie maritime ou du train.

Diapo 4

Ce schéma d'exportation des produits russes et la proximité de cet Etat avec ceux de l'Est de l'UE explique cette dispersion dans le niveau de dépendance des Etats membres, puisque le brut Oural arrive en Europe soit par voie maritime pour desservir les terminaux du nord jusque pour la France ceux des ports de Dunkerque, du Havre et de Donges, soit par un oléoduc dont on entend de plus en plus parler : le Droujba (« amitié » - carrefour ferroviaire russe) qui se scinde en deux branches au cœur de la Biélorussie (Mozyr) :

- Une branche nord desservant la Pologne et les grandes raffineries du Nord-Est de l'Allemagne de Schwedt et de Spergau ;
- Une branche sud traversant l'Ukraine, desservant la Hongrie et la Slovaquie avec une ramification vers l'Autriche, et se prolongeant jusqu'en République tchèque où un oléoduc de cet Etat prend le relais (MERO) et vient se connecter en Allemagne au TAL (transadriatique). Ce dernier s'étendant du terminal de Trieste en Italie et vient desservir les non moins grandes raffineries allemandes d'Ingoldstadt et de Karlsruhe.

D'où le grand écart dans les niveaux de dépendance qui vont de plus de 80% pour les Etats membres de l'Est à 4,5 % pour l'Espagne par exemple. Avec des situations intermédiaires dans le cas de la France, l'Allemagne (brut 34% en 2021) ou encore l'Italie (Brut 20%).

France : 19% des PR et 9% du brut importés en 2021 (distillats : 30% et 33% de janv. à mai 2022) – Brut : 10% 1^{er} semestre 2022.

Diapo 5

Cela explique aussi l'hésitation de l'UE de décider un embargo sur les importations de produits russes, qui n'a pas suivi immédiatement la décision des USA remontant à avril dernier, mais s'y est résolue le 2 juin dernier non sans quelques précautions puisque si ce 6^{ème} paquet de sanctions interdit les importations de brut russe à compter du 5 décembre 2022 et de produits raffinés à compter du 5 février 2023, elle autorise l'importation de produits raffinés dans un pays tiers à partir de brut russe (nous brûlerons donc de la molécule russe dans nos moteurs pendant un bon moment encore). Elle a également instauré une exemption temporaire pour le brut russe importé par oléoducs « *dans les Etats membres de l'Union européenne qui, en raison de leur situation géographique, sont spécifiquement dépendants des approvisionnements russes et ne disposent pas de rechange viable.* » Elle a donc tenu compte des Etats enclavés qui n'auront guère d'autres solutions.

Diapo 6

Les Etats membres de l'UE devront donc recourir à des solutions de substitution pour couvrir les 1,4 Mbl/jour de pétrole brut et les 1,7 Mbl/jour de produits raffinés qu'ils importaient de Russie jusqu'à présent, si tant est que M. Poutine ne décide pas de fermer le robinet du Droujba comme il l'a fait avec le gaz, sinon ce sont 1 Mbl/j de brut supplémentaires qu'il faudra trouver.

Fort heureusement, les flux de pétrole entre producteurs et consommateurs s'opère très majoritairement par voie maritime. Sa

logistique offre donc beaucoup plus de souplesse que celle du gaz. D'où sans doute la moindre médiatisation sur les risques que peuvent présenter les conséquences de cet embargo sur les produits pétroliers contrairement au gaz.

Les alternatives peuvent provenir de l'ouest (Amérique du Nord et du Sud, et de l'Afrique de l'ouest) et du sud (Afrique du Nord, MO, Inde pour les PR).

Les solutions peuvent passer par un recentrage des exportations de PR ex-UE vers des exportations intra-UE, mais le solde en import/export de produits raffinés s'est limité à 7 Mt seulement en 2021 dont une partie vers l'Afrique de l'Ouest (Italie et Grèce notamment qui sont des exportateurs nets de PR). Attention donc à ne pas se voir privé de ressources en brut de ce continent.

Il est possible de bénéficier d'une augmentation de nos importations du MO (brut et PR) et de l'Inde (PR) sous l'effet de l'orientation du raffinage indien et des importations chinoises vers le brut russe : Inde = +1 Mbl/j contre presque rien un an plus tôt – Chine = + 55% soit + 700 Kbl/j en mai 2022 par rapport à l'an dernier.

Une augmentation des importations à partir des USA reste possible, mais limitée car il semble que les USA soient au maximum de leur capacité.

Cas du Brésil qui s'intéresse au pétrole russe moins cher à l'approche des élections présidentielles d'octobre. 1^{er} semestre 2022 Brut Oural importé CAF = 633 €/t et Brut Brent = 728 à 776 €/t selon origine GB ou Norvège.

Diapo 7

Il n'y a donc peut-être pas à s'inquiéter sur les possibilités au moins quantitatives de substitution, mais cela soulève néanmoins quelques questions d'adaptation et/ou d'anticipation.

Anticipation sur la reconstitution des réserves stratégiques après les deux mesures coordonnées de relâchement des stocks décidées par l'AIE en mars et avril dernier et sachant que des Etats hors UE se sont déjà engagés sur un accroissement de leurs réserves (je pense au Japon

qui dispose déjà de réserves bien au-dessus de son obligation AIE de 90 jours d'importations nettes). En France, elles sont déjà reconstituées à hauteur de 110 jours de mise à la consommation, bien au-dessus des 90 jours de MAC imposés par l'UE.

Le raffinage européen aura probablement à s'adapter pour traiter des bruts de qualités différentes et qui offriront donc des rendements différents en distillats par rapport au brut russe.

Il faudra aussi sans doute compter sur l'adaptation des terminaux d'importation qui pour ceux du sud pourraient voir les flux augmenter. Cette bascule au moins partielle peut d'ailleurs poser quelques soucis aux terminaux nord-européens (cas de la raffinerie de Schwedt qui, si elle devait être privée du pipe Droujba, ne pourrait être approvisionnées par oléoduc qu'à partir du port de Rostock avec une limitation du flux qui réduirait sa capacité de production de 25%).

Et avec des routes maritimes plus longues, c'est l'adaptation de la capacité des flottes de transport qui se pose avec des tensions probables sur les taux de fret.

C'est d'ailleurs un peu pour toutes ces raisons qu'il ne faut pas se précipiter sur la taxation des superprofits des industriels du pétrole si on veut qu'ils puissent répondre à ce qu'on attendra d'eux.

Diapo 8

Les effets à présent sur la Russie. Il faut espérer que nos sacrifices ne seront pas vains, qu'à terme sa capacité financière à soutenir son effort de guerre s'essoufflera puisque c'est le but recherché. Mais ce sera une guerre d'usure confrontant la résilience européenne à la résilience russe car pour l'heure :

- En achevant sa bascule vers le sud et l'est, la Russie montre qu'elle peut trouver d'autres clients. Elle montre à ses partenaires de l'OPEP+ qu'elle peut casser les prix si ces derniers étaient tentés d'augmenter leur production. La crainte d'une baisse de la demande n'est peut-être pas la seule raison de la dernière décision prise par l'OPEP (diminution de la production de 100 Kbl/j à partir d'octobre).

- Comme pour le gaz, elle peut jouer avec le robinet du Droujba qui aurait certes pour effet de voir ses exportations diminuer, mais peut aussi provoquer une nouvelle envolée des cours, voir précipiter une dégradation de la cohésion des Etats membres de l'UE.
- Pour le moment, la situation de rente de la Russie semble préservée : elle engrangeait 68 Md\$ de ses exportations en 2020, 148 en 2021 et dépassera probablement les 200 en 2022.
(90 sur les trois premiers mois de la guerre)

Diapo 9

Un petit mot justement sur les cours. Le cours du Brent (référence du brut de la Mer du Nord) oscille actuellement entre 90 et 94 \$/bl. Ce niveau très élevé comparé à ce que nous avons connu en 2021, ne semble pas être tiré par la guerre en Ukraine. L'impact de cette guerre, c'est cette bosse qui s'étend sur les premiers mois qui ont suivi le déclenchement du conflit, situation habituelle à chaque conflit dans lequel est mêlé un pays producteur.

Son niveau actuel s'inscrit plutôt dans une trajectoire de hausse amorcée en hiver 2020 et conséquence :

- D'une reprise de la demande après la première année de crise sanitaire ;
- La baisse d'investissements dans le secteur pétrolier après l'effondrement des cours en 2019 – A noter que l'UE a perdu 5% de sa capacité de raffinage.
- Mais c'est aussi la conséquence de la crise énergétique qui a éclaté au cours de l'automne 2021. Or le pétrole est aussi un produit de substitution. En France par exemple, la demande en fioul lourd a augmenté de 29% pour l'industrie et de 58% pour celle des centrales électriques sur le 1^{er} semestre 2022.

Cela dit, avec une hausse de 29 % sur les 12 derniers mois, le pétrole se situe encore loin derrière les autres sources d'énergie.

Diapo 10

Donc si la guerre en Ukraine a peu d'impact sur nos approvisionnements pétroliers pour le moment, l'embargo décrété par l'UE devrait en avoir probablement sur le court terme, mais ses effets devront être jugés sur le long terme si le conflit perdure.

Sur le court terme, ce à quoi nous nous exposons potentiellement :

- C'est le maintien des cours pétroliers, voire de nouvelles augmentations (si les adaptations marché tardent) ;
- C'est l'accroissement de la fragilisation de nos entreprises face à leurs concurrents extra-européens, dont notre capacité de raffinage ;
- Et c'est aussi la cohésion des Etats membres qui peut se fissurer compte tenu de la diversité des situations évoquée, levier sur lequel M. Poutine ne manquera pas d'agir. (Il faudra une grande force d'âme pour tenir jusqu'à l'obtention du résultat voulu)

A moins que les déboires que rencontre à présent M. Poutine ne finissent par le mettre à genou (avec les revers à la suite des contre-offensives ukrainiennes – appel à mobilisation partielle = aveu d'échec, mais signe d'une fuite en avant...)

La baisse de la demande qui pourrait atténuer ces effets avec une entrée en récession que certains prédisent en fin d'année, est loin d'être assurée. Jusqu'à présent, malgré les sommets atteints par les cours pétroliers, l'élasticité prix/demande a moins bien fonctionné. En France, sur les 7 premiers mois de l'année comparé à la même période en 2021, la demande en carburants a augmenté de 18% pour les essences, de plus de 4% pour les GO, de 9% pour le GNR, et de 68% pour le carburacteur (qui a beaucoup plus été affecté par la crise COVID). Légère baisse en août 2022 / août 2021 (et 1% seulement < août 2019 ~ 60 \$/bl)

Cette guerre peut-elle justifier une accélération de la transition énergétique ? Une transition énergétique est indiscutablement nécessaire ne serait-ce que pour poursuivre la réduction de notre dépendance au pétrole, une ressource qui s'épuise inexorablement et qu'il est de plus en plus coûteux d'aller extraire. Mais la transition

énergétique repose sur des solutions de long terme qui ne peuvent pas apporter de réponse à un problème immédiat. Et en matière de souveraineté, motivation aussi souvent avancée, elle soulève de nouvelles questions qui nourriraient une autre table ronde à elles seules.